



Les douleurs de l'enfantement d'un nouveau Moyen-Orient, remixées

Par [Pepe Escobar](#)

Mondialisation.ca, 24 mars 2017

[Sputnik News](#) 17 mars 2017

Région : [États-Unis](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [11-Septembre et terrorisme](#), [Guerre USA OTAN](#)

Vous vous souvenez tous de la prédiction de l'ex-Secrétaire d'État Condoleezza Rice, sur les « douleurs de l'enfantement d'un nouveau Moyen-Orient » ? Comme de bien entendu pour une [janissaire](#) du régime Dobelyou Bush/Cheney, Condi se trompait sur toute la ligne, pas seulement sur le Liban et Israël, mais aussi sur l'Irak, la Syrie et la Maison des Saoud.

L'administration Obama a dûment maintenu une tradition que nous pourrions dénommer, pour blaguer, l'école d'Affaires étrangères des Sex Pistols (« *No future for you* », pas d'avenir pour vous). Cela été parfaitement décrit par l'imperturbable porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova, en quelques phrases bien senties.

Zakharova souligne que l'équipe Obama « *n'a pas eu de stratégie cohérente sur la Syrie pendant un seul jour de ses huit ans : un jour nous bombardons, le jour suivant nous ne bombardons pas, un jour nous nous retirons de la Syrie, le jour suivant nous y allons* ». C'est parce que « *une branche du gouvernement ne comprenait pas ce que faisait l'autre branche. Et au bout du compte, ils ont laissé tomber toute leur politique syrienne, sans la mener à son terme logique. Puis ils se sont concentrés sur Alep, mais pas pour résoudre la situation, seulement pour monter le volume de l'hystérie d'une campagne d'informations uniquement destinée à servir des buts électoralistes* ».

Ce qui nous mène aux seuls adultes restants de l'ère Trump, ceux qui, de fait, sont en train de veiller sur les douleurs de l'enfantement du véritable nouveau Moyen-Orient : les Russes.

ET CETTE BASE IRANIENNE À LATTAKIÉ ?

Commençons par la récente visite du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu au président Poutine.

Netanyahu est arrivé à Moscou plein d'illusions, et a essentiellement essayé d'engager Poutine à abandonner son partenariat stratégique avec l'Iran – ainsi qu'à se joindre à la [coalition](#) anti-Iran, anti-chiite de type « *OTAN arabe* » soutenue par les USA, qui comprend Israël, les pétromonarchies du Golfe et des sous-fifres (la Jordanie et le Maroc).

Netanyahu est au désespoir, parce que l'Iran, avec des faits au sol plutôt que des mots (des combattants iraniens et le Hezbollah), en partenariat avec des faits russes plutôt que des mots dans les airs, est en train de gagner la guerre occidentale par procuration pour Damas. Et, quoi qu'il arrive après les négociations d'Astana, Téhéran aura gagné un pied-à-

terre permanent en Syrie – à la grande fureur du combo OTAN-Conseil de coopération du Golfe-Israël.

Une implication parallèle est qu'Israël ne peut plus attaquer le sud du Liban. Le mois dernier, à Téhéran, j'ai eu la confirmation des 40 000 combattants du Hezbollah alignés soit à la frontière, soit à surveiller un réseau d'installations souterraines, et prêts à défendre le Liban contre n'importe qui ; c'est quelque chose comme dix fois plus qu'en 2006, une invasion qui s'est soldée par une retraite humiliante pour Israël.

Pendant ce temps, des [rapports](#) ont émergé, selon lesquels le président de la Syrie Bachar el-Assad aurait donné le feu vert à l'installation d'une base navale iranienne à Lattaquié, à côté de la base aérienne de Hmeymim utilisée par les forces aériennes russes. Ces rumeurs ont fait surface après que le Chef d'état-major de l'armée iranienne, Mohammad Bagheri, a souligné que la marine iranienne allait rapidement avoir besoin de bases militaires en Syrie et au Yémen.

Téhéran a envoyé surtout des conseillers militaires et des instructeurs en Syrie, mais le Corps des Gardiens de la révolution islamique (CGRI) a également envoyé des soldats.

A Téhéran, j'ai eu le plaisir de rencontrer le général-major Ali Jafari, le commandant du CGRI et un excellent tacticien spécialisé dans la guerre asymétrique. Il a acquis sa vaste expérience au cours de la guerre Iran-Irak et des succès du Hezbollah au Liban en 2006.

Cela revient à rencontrer le chef du Corps des marines, le général Joseph Dunford, aujourd'hui à la tête du Comité des chefs d'état-major interarmées des USA, mais sans la pompe et le décorum. Un homme courtois, gracieux, Jafari n'avait pas le temps d'entrer dans des détails, mais d'autres sources m'ont confirmé que sans son expérience des champs de bataille, Damas aurait été en grand péril.

CE QUE LA RUSSIE VEUT EN SYRIE

Ensuite, il y a une [interview](#) du sous-ministre des Affaires étrangères Mikhail Bogdanov, ancien ambassadeur à Tel-Aviv et au Caire, et aujourd'hui également représentant spécial de Poutine au Moyen-Orient, qui a métaphoriquement ré-écarté les eaux de la Mer rouge.

Bogdanov a offert au public arabe un guide concis de la politique russe au Moyen-Orient – le contraire absolu de la démente des changements de régime des néocons américains.

Il a comparé les « *dizaines de milliers* » de mercenaires djihadistes salafistes étrangers en guerre avec Damas, à la présence militaire russo-iranienne officiellement invitée par « *le gouvernement légitime* ». Il a écarté la notion tordue d'une volonté d'exportation de la révolution islamique par l'Iran (c'était valable au début des années 1980). Il insiste sur la volonté de la Russie d'arriver à une sorte d'entente cordiale entre les USA et l'Iran – avec (mais c'est peu probable) la Maison des Saoud à bord. Les négociations peuvent être conduites à Moscou ou ailleurs.

Le Kremlin, comme Bogdanov l'a redit, veut une Syrie séculière, sans sectarisme, issue d'élections libres supervisées par l'ONU. Comme c'était à prévoir, ses mots masquaient mal l'exaspération de Moscou à propos du refus obsessionnel de Washington d'admettre Téhéran à la table des pourparlers de paix de Syrie. Et il a fermement écarté que les « *rebelles modérés* », dont le seul but est « *Assad doit partir* », comparaissent devant le Tribunal pénal de La Haye. (« *Avec ce but, la guerre peut durer à perpétuité.* »)

Puis, l'argument décisif : « *La Russie veut s'en tenir aux règles du droit international. Nous sommes attachés au principe de non-ingérence dans les affaires internes des autres pays, y compris dans nos propres affaires internes. Nous respectons le processus démocratique, pas les révolutions de couleur.* »

Les membres de l'équipe Trump pourraient entretenir des illusions sur un éventuel abandon de Téhéran par Moscou – pas seulement en Syrie, mais aussi sur le plan de son intégration eurasienne. C'est hors de question. Mais allez le dire à la Maison des Saoud.

La Maison des Saoud a dépensé des fortunes en djihadistes salafistes dans sa guerre de changement de régime en Syrie et dans une guerre impossible à gagner au Yémen ; une guerre conduite avec des armes américaines, qui a engendré une famine de masse. Moscou aurait pu, avec le temps, faire entrer un peu de raison géopolitique dans les têtes de pioche de Riyad. Mais plus maintenant. Parce que la Maison des Saoud est aujourd'hui convaincue que son meilleur allié est le président Trump.

Géopolitiquement prise au piège, incapable de se dégager de la paranoïa qui est sa marque de fabrique, la Maison des Saoud a décidé de passer à l'offensive, avec l'investissement du roi Salmane dans une virée somptueuse en Asie, Pékin compris, où il a signé une [fournée de contrats](#), et le prince héritier Mohammed ben Salmane Al Saoud – de fait, le prince belliqueux responsable de la tragédie humanitaire au Yémen – faisant la cour à Washington.

Selon la narrative qui en a résulté, l'Arabie saoudite sera désormais une « *proche conseillère* » de Trump sur la sécurité et l'économie au Moyen-Orient, y compris sur le drame palestinien et l'accord sur le nucléaire avec l'Iran. Aucun cercle de l'enfer de Dante n'aurait pu imaginer une meilleure recette pour accoucher d'un désastre complet dans le nouveau Moyen-Orient.

TOUS LES REGARDS SE PORTENT SUR LES KURDES SYRIENS

Comme c'était à prévoir, ni Moscou ni Téhéran ne sont invités à la rencontre anti-Daech de 68 pays, hébergée par Washington la semaine prochaine. Encore un autre chapitre de la guerre de l'information ; envers l'opinion publique des USA, la Russie et l'Iran ne doivent pas être perçus comme victorieux dans une vraie guerre contre le terrorisme.

Éradiquer Daech était l'une des promesses de campagne majeures de Trump. Il n'y arrivera pas avec plusieurs centaines de marines américains concentrés sur Raqqa – au passage, une invasion puisqu'ils n'ont pas été invités dans le pays par Damas. Donc, retour au Plan A, à savoir les Kurdes de Syrie.

D'abord, le commandant en chef au Moyen-Orient, le général Joseph Votel, est allé à Kobane assurer les Forces démocratiques syriennes, menées par les Kurdes, du soutien sans faille du Pentagone. Ensuite, le Pentagone a publié sa nouvelle stratégie (ordonnée par Trump et révisée) pour vaincre Daech, qui se résume à « *Personne ne dort avant Raqqa* ».

Cela implique un tout nouvel alignement géopolitique. L'équipe Obama – notamment la CIA et le Département d'État – était l'otage de la vision de la Turquie, selon laquelle les Kurdes sont « *des terroristes* ». Pas Trump. Et pas Bogdanov, au passage : « *Pourquoi est-ce que la Turquie accepte un Kurdistan en Irak, mais n'accepte pas un Kurdistan en Syrie ? Je pense que cela ne les regarde pas. C'est une affaire irakienne et une affaire syrienne. Le peuple syrien, et non l'État russe ou turc n'ont à en décider.* »

Le Pentagone, et c'est un euphémisme, en a plus qu'assez d'Ankara. Pour de nombreuses raisons, à commencer par les purges non-stop (qui ont privé les USA d'agents placés à des postes stratégiques) jusqu'au rapprochement Turquie-Russie implicite dans la menace d'Erdogan de se tourner définitivement vers l'Est, au cas où Washington continue de soutenir les Kurdes de Syrie, et/ou manque à extraditer Fethullah Gulen, qui est accusé par Erdogan d'être le cerveau du coup d'État manqué de 2016 contre lui.

Donc, la dernière tendance, c'est Washington, Moscou et Téhéran, tous alliés avec les Kurdes de Syrie.



NdT, pour clarifier le propos, une carte du schéma prévisionnel (simplifié) de la monumentale initiative économique chinoise One Belt, One Road terrestre et maritime - le « cauchemar pour Washington ».

C'est compliqué, bien sûr. Dans les négociations d'Astana, la Turquie, la Russie et l'Iran sont théoriquement du même côté. Mais Téhéran soutient une autonomie kurde en Syrie sous une forme ou une autre - une ligne rouge pour Erdogan, pour qui la seule autonomie kurde possible est celle de ses amis contrôlés par Barzani, dans le Kurdistan irakien.

C'est donc à la Russie de trouver un compromis - d'abord tenter de convaincre Ankara qu'il n'y a pas d'autre solution que d'accorder une autonomie aux Kurdes syriens dans un futur État fédéral syrien. Le concept est très ambitieux ; Moscou espère démontrer aux uns et aux autres que les Kurdes syriens, en tant qu'acteurs non-islamistes et séculiers, sont des instruments parfaits pour combattre Daech et d'autres formes de djihadisme salafiste.

Rien d'étonnant au manque d'enthousiasme de l'Arabie saoudite ; le combat contre Daech n'a jamais été leur priorité. Mais ce qui compte, c'est qu'Ankara n'est pas convaincue.

Erdogan est totalement absorbé par le référendum à venir, qui peut lui donner les pouvoirs d'une sorte de sultan présidentiel. Pour engranger une victoire définitive, il doit courtiser le nationalisme turc par tous les moyens possibles. D'un autre côté, il ne peut pas se mettre à dos la Russie/Iran et Washington en même temps.

Il y a seulement quelques semaines, personne n'aurait imaginé que les Kurdes de Syrie auraient le potentiel stratégique de renverser la géopolitique du Moyen-Orient - connectée à l'Asie, à l'Afrique et à l'Europe. L'initiative [One Belt, One Road](#) (la nouvelle Route de la soie) chinoise - cette frénésie de construction de ports, de pipelines, de réseaux ferroviaires à haute vitesse - cible fermement le passage Sud-Est, de l'Iran (une plateforme clé) jusqu'à l'Arabie saoudite (le plus gros fournisseur de pétrole de la Chine). La Syrie est également une future plateforme de la Route - et pour cela, la Syrie doit être en paix et libre de djihadistes salafistes. Comme à son habitude de discrète cheville ouvrière de l'intégration eurasienne, la Chine soutiendra ce que décideront la Russie et l'Iran.

En conclusion, aujourd'hui, nous comprenons mieux qui veille sur les douleurs de l'enfantement d'un nouveau Moyen-Orient. Et ce n'est pas Israël. Ce n'est pas la Maison des Saoud. Et ce n'est pas précisément Trump.

Pepe Escobar

Article original en anglais : [The 'Birth Pangs' of a New Middle East, Remixed](#), Sputnik News,

17 mars 2017.

Traduit par le blog entelekheia.fr

Note du traducteur : Après [l'article dédié au front asiatique](#) de la nouvelle Route de la soie d'Andrew Korybko, la reconfiguration de son front du Moyen-Orient, pas à pas, dans la douleur et au milieu de guerres interminables, avec au bout du chemin, l'espoir d'une renaissance.

La source originale de cet article est [Sputnik News](#)
Copyright © [Pepe Escobar](#), [Sputnik News](#), 2017

Articles Par : [Pepe Escobar](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca